



Toulouse le 2 mars 2010

Un DG « droit dans ses bottes » à Toulouse le 2 mars...

... mais un DG interpellé, bousculé et défait par 500 à 600 manifestants

Le Directeur Général était à Toulouse pour présider un grand raout interrégional sur les conclusions locales du DOS (Document d'Orientation Stratégique) ce mardi 2 mars.

L'Union SNUI SUD Trésor Solidaires de Midi Pyrénées et de Languedoc Roussillon avait appelés les agents de la DGFIP, avec la CGT de ces régions, à se rassembler devant le palais des congrès.

Entre 500 et 600 agents venus de tous les départements de l'interrégion ont répondu à cet appel, qu'ils soient ici remerciés de leur engagement.



Le directeur Général face aux agents et aux élus locaux

S'il y a quelque chose que l'on ne reprochera pas à M. Parini, c'est de s'être dérobé, ce sera sans doute le seul point positif à mettre à son actif ! Dès 9h du matin nous lui avons demandé de rencontrer les agents, leurs représentants et des élus, notamment deux députées, un sénateur et une conseillère régionale venus nous soutenir et exprimer leurs craintes et attentes vis à vis du service public et de la situation des fonctionnaires. Qu'ils soient également remerciés d'un soutien qui a été particulièrement apprécié.

L'expression de l'Union SNUI Sud Trésor Solidaires

Pour tenter de la résumer en quelques lignes elle a consisté à dire au Directeur Général :

“Bienvenue en Pays Cathare” et cette expression n'est pas une formule mais, les agents présents en sont la preuve, une opposition à l'orthodoxie et à l'injustice que vous incarnez... Vous soutenez et accompagnez une véritable “chasse aux hérétiques” que sont les fonctionnaires, ils résistent et continueront à résister... Sorti de votre tour d'ivoire pour présider une “réunion alibi” dans laquelle tout à été dit, écrit et porté par la hiérarchie quoiqu'en masquent vos ateliers, vous rencontrez sur votre chemin des agents et des militants syndicaux qui, au contact de la réalité et du quotidien, sont venus vous dire leur colère et leur rejet de votre politique...

Vous êtes responsable de cette politique pas seulement devant le perron de Matignon et les marches de l'Elysée mais avant tout devant les citoyens, les élus et les agents de la DGFIP. A eux aussi, à eux surtout, vous devez des comptes, vous devez des réponses autres que celles, toutes faites, que vous semez sur votre parcours interrégional...

Vous ne pouvez pas être fier d'une administration dans laquelle on bloque le compte bancaire d'un smicard pour une TH de 300€ et qui restitue un remboursement de crédit de TVA à une entreprise sans en vérifier le bien fondé faute de temps et de moyens.

Vous ne pouvez pas être fier d'une administration dans laquelle les agents d'une trésorerie locale sont en pleurs quand on les rencontre parce qu'ils ne peuvent plus assumer leurs charges, ont la hantise du guichet fiscal unique et se demandent quand leur poste va être supprimé.

Vous ne pouvez pas être fier d'une administration qui recule devant une fraude fiscale que l'on estime, sans être contredits, voire en étant confortés par les plus hautes autorités, à plus de 50 milliards d'euros dont 1 milliard pour la seule Haute Garonne.

Vous ne pouvez pas être fier d'une administration dans laquelle on marche sur les points d'indice de la hiérarchie dans les couloirs des directions et qui n'est pas capable de reconnaître l'investissement et les qualifications des agents qui mettent réellement en oeuvre la fusion...

Nous avons remis un dossier à M. Parini comprenant les "cahiers noirs" de plusieurs départements représentatifs de la diversité de nos régions, un recueil de tracts de la Haute Garonne montrant l'évolution et les difficultés de la fusion, un dossier sur le contrôle fiscal, notre proposition de création d'un observatoire public de l'immobilier et enfin un dossier particulier au 31 sur l'indemnité de résidence.

Et nous avons dit à M. Parini : "... Ce dossier est représentatif des attentes, des critiques et des propositions des agents sur le terrain et il doit vous conduire à nous donner des réponses :



– êtes-vous prêt à reconnaître l'importance de nos missions, y compris celles qui sont oubliées aujourd'hui et les moyens qu'elles méritent pour les accomplir correctement, d'autant plus quand les charges augmentent ?

– êtes-vous prêt à reconnaître que votre orthodoxie ne répond pas aux questions concrètes qui se posent dans les services qui sont contraints à la fusion ?

– êtes-vous prêt à reconnaître à tous les agents leur investissement et leurs qualifications au delà des quelques euros qu'ils ont gagné, qui plus est par leur lutte ?

– êtes-vous prêt à reconnaître que les agents n'ont pas les conditions de travail qu'ils méritent ?...

Ce sont ces réponses qu'attendent les agents à Auch ou à Mende à Toulouse ou Perpignan. Etes-vous prêt à les donner ou faudra-t-il encore se battre pour vous les arracher ? Tel est l'enjeu auquel vous avez à faire face aujourd'hui et sans doute encore plus demain...

Des réponses désespérantes de cynisme et quelques maigres annonces arrachées à force d'obstination

- on continuera le non remplacement d'une partie des fonctionnaires et mon rôle est de maintenir la qualité du service public grâce à l'informatique et aux simplifications (on rêve !!!)
- la mobilité est une loi, je me dois de l'appliquer, mais à la DGFIP le nombre d'implantations et les règles de gestion la rendent inapplicable (pour l'instant !!!)
- les rémunérations sont un sujet fonction publique mais je vais pousser pour une indemnisation de zone à risque pour le mirail à Toulouse et sur l'indemnitaire général on couplera avec la fusion des statuts
- je ne modifierais pas la feuille de route sur la fusion parce qu'il faut une cohérence sur le territoire
- aucune trésorerie ne sera supprimée dans l'interrégion (mais je ne maîtrise pas l'avenir !!!)
- les centres des pensions de Toulouse et Montpellier ne sont pas menacés (pour l'instant !!!)



– sur les conditions de travail il faut revoir les indicateurs, particulièrement ceux qui pèsent directement sur les agents et... je suis d'accord avec vous pour dire qu'au plan matériel, tout le monde doit être traité de la même manière.

Bref, même s'il est difficile de tout résumer en deux pages on en conclura ... qu'il faut continuer à se battre

La réunion sur le DOS interrompue

La nature des réponses de M. Parini a conduit les manifestants à se rendre dans la salle de réunion et le DG a considéré que la réunion ne pouvait pas se poursuivre. Si bloquer cette réunion n'était pas un but en soi pour nous, ce type de situation est conflictuelle et conduit aussi à montrer par toutes les formes nos désaccords. Nous souhaitons simplement que les agents présents pour cette réunion auront bien compris que c'était aussi pour leur avenir que nous étions là et qu'en aucun cas ils n'étaient visés par cette action.